

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Le PIB réel de la Libye devrait diminuer de 60,3 % en 2020 du fait des multiples chocs subis. Le pays a connu une intensification du conflit armé, notamment un blocus des principaux champs pétroliers de janvier à début octobre 2020, une baisse des prix du pétrole qui a réduit les revenus d'une production pétrolière déjà déprimée et la propagation rapide de la COVID-19, qui a exacerbé la fragilité de l'économie et du système de santé du pays. La fermeture des champs pétroliers a entraîné une forte baisse des exportations qui, associée aux prix bas du pétrole, s'est traduite par une perte de revenus estimée au moins à 10 milliards de dollars US. Le solde budgétaire et celui du compte courant de la Libye se sont considérablement détériorés en 2020, avec des déficits correspondant respectivement à 73,8 % du PIB et 59,8 % du PIB, effaçant les excédents enregistrés en 2019. Les réserves de change ont également diminué, passant de 77 milliards de dollars US à 63 milliards de dollars US en juin 2020, le niveau le plus bas enregistré depuis 2016 (équivalent à 58 mois d'importations).

La Banque centrale de Libye a décidé d'approuver un nouveau taux de change à partir du 3 janvier 2021 afin d'harmoniser le taux de change bancaire et celui du marché parallèle. Cette mesure implique une forte dépréciation du dinar libyen (LYD) de 1,35 LYD à 4,48 LYD par dollar américain, ce qui devrait faire monter les prix. Le système bancaire, dominé par les banques publiques, a subi des crises de liquidité récurrentes depuis 2014 engendrées par la perte de confiance dans le système officiel. Les banques ne répondent pas aux besoins de financement du secteur privé qui s'appuie alors principalement sur le marché informel.

Avec une population d'environ 6,8 millions d'habitants, dont 585 000 migrants et réfugiés et 400 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi qu'un conflit qui a divisé le pays entre l'Est et l'Ouest, il est de plus en plus difficile de maintenir une approche coordonnée et inclusive du développement. L'accès aux services de base est entravé par le manque permanent de carburant, les coupures d'électricité et d'eau et un système de santé déficient.

Perspectives et risques

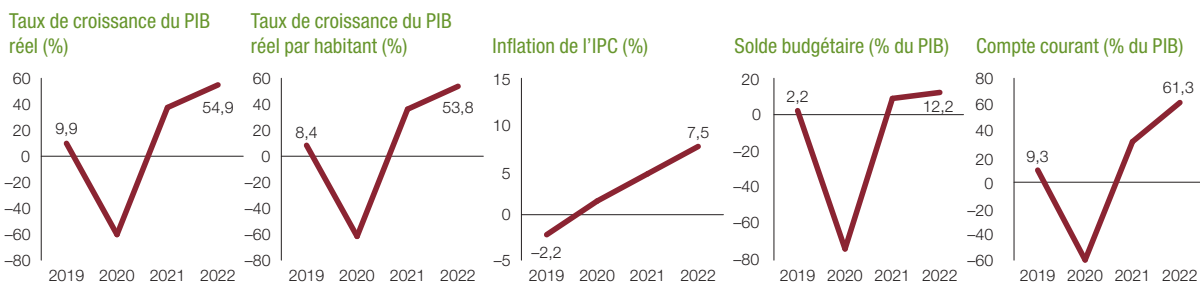
La situation politique et sécuritaire demeure fragile et volatile, en dépit d'un accord de cessez-le-feu signé en octobre 2020

entre les factions ennemies. Sans une amélioration significative de la situation sécuritaire, une relance économique saine sera difficile à obtenir à court ou moyen terme. Malgré l'assouplissement du blocus pétrolier, la Libye reste vulnérable à la baisse des prix et de la demande de pétrole au niveau international dans le cas où la pandémie de COVID-19 persisterait. Dans un tel environnement, les réserves en devises étrangères pourraient encore diminuer et la capacité de financement interne du pays pourrait être gravement compromise.

Toutefois, les perspectives économiques de la Libye pour 2021 sont plus optimistes que celles de 2020, avec une reprise de la production de pétrole en novembre 2020 qui pourrait atténuer l'effet de la baisse des prix. L'économie devrait croître de 37,5 % en 2021 et de 54,9 % un an plus tard. Les soldes du budget et du compte courant devraient également s'améliorer à 8,9 % du PIB et 31,2 % du PIB respectivement, grâce à l'augmentation prévue des recettes et des exportations pétrolières en 2021. L'inflation devrait atteindre 10,5 % en 2021 en raison de la dépréciation de la monnaie nationale et des contraintes continues d'approvisionnement.

Questions et options de financement

Alors que la dette extérieure de la Libye est l'une des plus faibles au monde, estimée à 5,8 % du PIB en 2017, la dette intérieure a considérablement augmenté au cours des dernières années, atteignant 155 % du PIB en 2020. Historiquement, la Libye a eu un besoin limité d'emprunts extérieurs du fait de ses importantes recettes pétrolières et ses réserves d'hydrocarbures. Toutefois, la crise politique et sécuritaire a considérablement réduit les recettes publiques et il n'y a pas eu de flux d'investissements directs étrangers (IDE) dans le pays depuis 2014. Par conséquent, le stock d'investissements directs étrangers n'a pas changé depuis 2013 et demeure à 18,5 milliards de dollars US. Le ministère des Finances, qui représente le gouvernement d'union nationale, couvre ses besoins de financement par des emprunts auprès de la Banque centrale de Libye. Cependant, ces emprunts continus, combinés à l'épuisement des réserves de change, n'est pas une solution durable et peut avoir de sérieuses conséquences macroéconomiques. Une politique solide de gestion de la dette doit être mise en œuvre pour faire face à la récente augmentation de la dette publique intérieure.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.